

**Atelier PDDAA de développement des capacités en Nutrition pour l’Afrique
de l’Est et centrale - Dar-es-Salaam, 25 février au 1^{er} mars 2013**

Compte-rendu sur les travaux de groupe par pays – *Gabon*

Contenu

1. Objectif du travail de groupe	2
2. Contexte.....	2
3. Analyses des problèmes nutritionnels.....	2
4. Buts, objectifs et activités en lien avec la nutrition.....	3
5. Indicateurs relatifs à des progrès dans la situation nutritionnelle	5
6. Arrangements institutionnels et mécanismes de coordination	5
7. Calcul des coûts / Financement.....	6
8. Prochaines étapes.....	6

Participants:

Nom	Organisation / Position	Email
Mesmin NDONG BIYO'O	Ministère de l'agriculture / Directeur Général de la recherche, point focal PDDAA	ndong_ndong@yahoo.fr
Mme Flore Moulouba		floremolouba@yahoo.fr
DR Emma OLIVEIRA	Centre National de Nutrition (Ministère de la Santé /Directrice)	drolivema@hotmail.fr
M. Fabrice ADANDE MENEST	Centre National de Nutrition (Ministère de la Santé/nutritionniste)	adande_f@hotmail.com
Mme Estelle NEGUE MBA	Ministère de l'agriculture / Point focal nutrition de la CIN+21	estelleneguemba@yahoo.fr
Mme Emma Blanche EPAMI,	Ministère du Budget / Chargée d'études	ebendayi@yahoo.fr
Mme Alphonsine NGOUA MBA	Chambre de Commerce et d'Agriculture / Vice Présidente	cotour@yahoo.fr
M. Phil-Philo ABESSOLO NDONG	Concertation Nationale des Organisations Paysannes et Producteurs du Gabon (CNOP- Gabon)/Président	cnop_gabon@yahoo.fr

Mme Florence TONNOIR	FAO / Cadre associée nutrition	florence.tonnoir@fao.org
-----------------------------	--------------------------------	--------------------------

1. Objectif du travail de groupe

L'objectif du travail de groupe était de parvenir à un consensus sur les principaux problèmes nutritionnels dans le pays (Gabon) et faire des propositions concrètes afin que les problèmes nutritionnels soient effectivement pris en compte dans la stratégie agricole nationale.

L'équipe s'est appuyée essentiellement du le PGE (Plan Gabon Emergent), le PNSA (Plan National de Sécurité Alimentaire) et le NCP (Nutrition Country Paper) élaboré préalablement à l'atelier.

2. Contexte

Le PDDAA a été lancé officiellement au Gabon le 12 novembre 2012 avec l'adoption d'une feuille de route et la désignation du Point Focal National. Le Comité Technique a été mis en place le 12 décembre 2012 et l'équipe multisectorielle présente à l'atelier a été mise en place en janvier 2013. Cette dernière a intégré l'équipe pays à travers la participation active de ses membres aux réunions hebdomadaires pour le PDDAA. La cérémonie de Signature du Pacte devrait avoir lieu courant mai 2013.

Le Plan National d'Investissement n'a, à l'instar de la plupart des autres pays d'Afrique Centrale, pas encore été élaboré.

En préparation de l'atelier de Renforcement des Capacités en nutrition, des réunions hebdomadaires au Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage, de la Pêche et du Développement Rural, au sein de la Commission PDDAA, ont été tenues pour la réalisation du Nutrition Country Paper. Les documents de politiques et stratégies agricoles ont été identifiés et collectés.

3. Analyses des problèmes nutritionnels

Les principaux problèmes nutritionnels au Gabon sont la malnutrition aiguë chronique (16,5% des enfants de moins de 5 ans), l'anémie et la carence en iode notamment chez les femmes en âge de procréer mais aussi un taux non négligeable d'obésité (8,2%) et donc la présence du double fardeau. La malnutrition aiguë a diminué ces dix dernières années malgré quelques zones fortement touchées (Province de l'Ogooué-Ivindo). En revanche on observe des taux de plus en plus élevés d'obésité et d'affections cardio vasculaire bien que le système de données de malnutrition et de sécurité alimentaire soit relativement opaque et incomplet. En effet l'équipe n'a pas été en mesure de rassembler toutes les données qui lui aurait permis d'évaluer les tendances en termes de situation nutritionnelle dans le pays. L'insécurité alimentaire s'explique par une instabilité de l'approvisionnement, le manque de disponibilité (insuffisance des mécanismes de distribution), de mauvaises conditions d'hygiène et d'assainissement entraînant des problèmes sanitaires, une utilisation inadéquate et une faible valorisation des fruits et légumes aux dépens de l'alimentation industrialisée et raffinée essentiellement importée (comme 96% des denrées). La tendance n'apparaît pas être à l'amélioration notamment en ce qui concerne le double fardeau. L'insécurité alimentaire touche plus particulièrement les femmes et les enfants ; les petits producteurs, les jeunes et les chômeurs, les handicapés, les personnes âgées ou souffrant de maladies chroniques. Au Gabon, ce sont les enfants de 9 à 11 mois qui souffrent le plus d'insuffisance pondérale avec un taux de 9,5%. Chez les enfants de moins de 5 ans la malnutrition le retard de croissance (T/A) et l'insuffisance pondérale (P/A) touche plus les garçons que les filles. Les enfants vivant en milieu

rural souffrent environ 2 fois plus de malnutrition que les enfants élevés en milieu urbain surtout en ce qui concerne la malnutrition chronique. C'est dans la province de l'Ogooué Ivindo qu'on note la prévalence la plus élevée de malnutrition chronique (14,5% sous forme sévère et 34,4% sous forme modérée).

4. Buts, objectifs et activités en lien avec la nutrition

1. Les objectifs spécifiques à atteindre au niveau du Gabon sont les suivants:

- *Mettre à disposition des populations des aliments diversifiés à haute valeur nutritive*: limiter le double fardeau de la malnutrition et diminuer la prévalence des carences nutritionnelles et de l'anémie chez les femmes en âge de procréer et les enfants en mettant en oeuvre des mesures au niveau du PNIASA permettant de diversifier et valoriser la production agricole

- *Promouvoir l'éducation nutritionnelle*: intégration de la nutrition dans les programmes scolaires, formation des formateurs, sensibilisation des populations, production et diffusion de matériel didactique

- *Mettre en place un mécanisme de suivi/évaluation*: enquêtes nationales nutritionnelles et de consommation alimentaire, enquête de budget et mise en place d'un mécanisme de suivi intersectoriel

- *Promouvoir une budgétisation et la planification des interventions pour la nutrition* à travers des initiatives comme SUN (Scaling Up Nutrition) notamment au niveau du Centre National de Nutrition

- *Promouvoir une collaboration interinstitutionnelle adéquate* pour permettre la synergie des actions à travers la mise en place et/ou le renforcement du comité intersectoriel

2. Hormis les femmes en âge de procréer et les enfants, qui font partie des populations les plus touchées par les problèmes de malnutrition, les mesures toucheront indirectement les producteurs, à travers la valorisation des produits locaux (transformation), l'agroforesterie (valorisation des produits forestiers non ligneux) la diversification des productions.

Tableau 1: Cadre logique (draft)

Objectif général	Objectifs spécifiques	Activités/Interventions	Indicateurs
	Mettre à disposition des populations des aliments diversifiés à haute valeur nutritive	<ul style="list-style-type: none"> - Evaluer la valeur nutritive des aliments locaux - Vulgariser la culture des variétés à haute valeur nutritive - Promouvoir la polyculture 	<ul style="list-style-type: none"> -Table de composition des aliments disponible -Nombre de producteurs ayant adopté les variétés à haute valeur nutritive augmenté chaque année - Nombre de producteurs pratiquant la polyculture

		- Promotion de l'aquaculture et de la pisciculture	augmenté chaque année
	Promouvoir l'éducation nutritionnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Intégrer la nutrition dans les programmes scolaires - formation des formateurs (niveau primaire + jardins scolaires) - formation des formateurs (enseignants, encadreurs et agents communautaires) - sensibilisation des populations (campagnes médiatiques, production de documents de vulgarisation/IEC, séminaires, ateliers) - Production et diffusion de matériel didactique et d'information 	<ul style="list-style-type: none"> -Modules de nutrition intégrés dans les programmes scolaires officiels -Au moins 2000 relais communautaires formés sur les aspects nutritionnels -Nombre de campagnes de sensibilisation - Nombre de types de matériels produits et distribués
		-Mettre en place des jardins scolaires	-Au moins 50 écoles disposant de jardins scolaires chaque année
	<p>Mettre en place un mécanisme de suivi/évaluation</p> <p>Renforcement des systèmes d'information et de données</p>	<ul style="list-style-type: none"> -Enquêtes nationales nutritionnelles (sur l'obésité, etc.) -Enquêtes de consommation alimentaire : alimentation Enquête de budget /consommation -Mise en place d'une coordination intersectorielle 	<p>Score de consommation alimentaire</p> <p>Score de diversité alimentaire</p> <p>Nombre de repas par jour</p> <p>Indicateurs d'accès, de revenus, de part de revenu consacrée à l'alimentation (cf. indicateurs pour la nutrition/sécurité alimentaire, FAO)</p>

Jusqu'à présent le Centre National de Nutrition a effectué un travail conséquent sur l'alimentation infantile et l'allaitement ainsi que de nombreuses sensibilisations sur les bonnes pratiques nutritionnelles et d'hygiène dans le cadre de campagnes rurales de vaccination. Par ailleurs, une collaboration avec la FAO a été initiée dans le cadre d'un processus de sensibilisation sur la qualité de l'alimentation de rue (aspects hygiène). Enfin la nutrition est prise en compte de manière importante dans le CPP du Gabon (Cadre de Programmation Pays). Il est encore tôt aujourd'hui pour mesurer l'impact de ces activités relativement récentes.

Les principales contraintes à la mise en oeuvre d'interventions sensibles à la nutrition sont essentiellement la faible prise en considération de l'aspect nutritionnel dans les budgets affectés par bienniums; en témoigne le budget de fonctionnement unique du Centre National de Nutrition.

5. Indicateurs relatifs à des progrès dans la situation nutritionnelle

Les indicateurs devront être spécifiques à la nutrition. Voir tableau 1

6. Arrangements institutionnels et mécanismes de coordination

Le renforcement du Comité Intersectoriel pour la nutrition déjà mis en place dans le cadre de la mise en oeuvre du PDDAA permettra de créer des synergies et complémentarités dans la programmation pour la nutrition. Dans le cadre du PDDAA, la nutrition fera l'objet d'une budgétisation spécifique et s'articulera avec les autres composants. Enfin tout sera mis en oeuvre pour promouvoir les initiatives telles SUN (Scaling Up Nutrition) permettant notamment un engagement du gouvernement pour la mise à disposition de fonds.

Le principal enjeu concerne la collaboration entre le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage, de la Pêche et du Développement Rural et le Ministère de la Santé, ainsi que l'allocation d'un budget plus conséquent au Centre National de Nutrition, affilié au Ministère de la Santé. La mise en place des politiques nationales en matière d'agriculture doit prendre en compte la couverture des besoins sanitaires. Enfin, le suivi/évaluation et les systèmes de collecte et d'analyse des information doivent être renforcés.

Mécanismes de coordination existant au niveau du Gabon

Au sein de la commission Nationale du PDDAA : Comité de nutrition (présent à l'atelier de Dar Es Salam)

- Gouvernement (public) : santé (Centre National de Nutrition), agriculture, éducation (nationale et populaire), finances, recherche (IRAF, IRT), intérieur, famille
- Communicateurs et animateurs communautaires
- Société civile
- Secteur privé
- Organisations Professionnelles
- ONG
- Croix Rouge Gabonaise
- Corps confessionnels

Objectif : intégration de la nutrition dans le PNIA notamment en termes de formation continue, ateliers, séminaires...

Mise en œuvre de la coordination :

C'est la Commission Nationale du PDDAA basée au Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage, de la Pêche et du Développement Rural qui sera responsable de la mise en œuvre du PDDAA en collaboration avec le Comité de Nutrition (Ministère de la Santé)

Capacités nécessaires à la prise en compte de la nutrition

Les professionnels impliqués dans toutes les activités sensibles à la nutrition sont des agronomes, professeurs, professionnels de la santé, ONG, associations. Les capacités existent mais sont à renforcer.

Partenaires :

- Mise en œuvre de SUN
- Soutien des PTF (Partenaires Techniques et Financiers): FAO, UNICEF, PNUD, NEPAD, GAFPS, UE, BAD, CEEAC, UA, CEA

7. Calcul des coûts / Financement

La mise en œuvre des activités identifiées nécessite la disponibilité de fonds. Pour le moment, le PNIASA - non encore élaboré - n'a pas encore été budgétisé.

Au niveau du Gabon, les budgets du Gouvernement s'établissent tous les 2 ans soit la prochaine fois, courant octobre 2014. Tout sera mis en œuvre à ce moment là pour assurer la prévisibilité des ressources pour la nutrition.

En attendant, un plaidoyer est effectué et les considérations nutritionnelles identifiées seront intégrées dans le PNIASA qui sera prochainement formulé.

8. Prochaines étapes

Une première réunion de coordination de l'équipe PDDAA/nutrition (présente à l'atelier) pour un point sur le suivi et les étapes futures a eu lieu le *mercredi 7/03 au Ministère de l'Agriculture* pour la formulation du rapport de l'atelier (succinct) et la finalisation de la feuille de route. L'équipe multisectorielle a restitué à sa hiérarchie les conclusions de l'atelier. La feuille de route a été diffusée et discutée en comité national PDDAA. L'équipe a discuté également de la démarche pour l'adhésion à SUN. Une lettre officielle a été préparée pour le Ministre de l'Agriculture.

La cérémonie de signature du pacte PDDAA devrait avoir lieu courant mai 2013 au Gabon. Des réunions régulières du Comité technique, en présence de l'équipe multisectorielle pour la nutrition ont lieu toutes les semaines.

L'équipe multisectorielle devra continuer à travailler sur le cadre logique des interventions sensibles à la nutrition, à intégrer plus tard dans le compact PDDAA. Une séance de travail de 2 demi journées sera organisée à partir du 20 avril.

Les parties prenantes devront être vigilantes sur plusieurs points, notamment la prise en compte des populations vulnérables, afin de maximiser l'impact nutritionnel des interventions en Agriculture et travailler en étroite collaboration entre les secteurs.

Le point focal PDDAA et la fonctionnaire spécialisée en nutrition de la FAO travailleront en étroite collaboration dans cet objectif.

Après la signature du pacte, le costing sera effectué par les experts et des consultants internationaux (dont 2 ont été recrutés par la FAO) en collaboration avec le Comité National PDDAA et l'équipe multisectorielle.

En terme d'assistance extérieure, 2 consultants ont été recrutés par la FAO pour le travail préliminaire de collecte des documents et rédaction des brèves. Une éventuelle assistance en formation et renforcement des capacités nationales pour la mise en oeuvre de certains composants du programme sera nécessaire.

POINT DE CONTACT : Point Focal PDDA GABON

NDONG BIYOO

ndong_ndong@yahoo.fr